



RESEARCH PAPER

Academic Research Branch - NATO Defense College, Rome - No. 3 – April 2004

Sommaire

Editorial	1
<i>Jean Dufourcq</i>	
La Géorgie à la croisée des intérêts russes et américains	2
<i>Lionel Ponsard</i>	
Nato Defense College publications 2002-2004	8

Editorial

Avec ce nouveau numéro, c'est vers le Sud-Caucase que le Collège de Défense de l'OTAN vous entraîne et c'est à une réflexion personnelle sur la Géorgie où s'articulent des intérêts stratégiques variés que Lionel Ponsard vous convie. Cette région, ouverte sur les mers Noire et Caspienne, qui s'est dégagée progressivement de l'ancien protectorat soviétique est aujourd'hui la clé, le cœur d'équilibres politiques complexes et de vives interférences économiques. Elle sera à la mi-mai l'objet principal des travaux du 13^{ème} séminaire international qu'organise le Collège de Défense de l'OTAN à Helsinki avec ses partenaires finlandais dans le cadre du Partenariat pour la Paix.

Aujourd'hui, en réalité, à l'image de la publicité faite autour de son jeune président à l'engagement occidental et libéral affirmé, la Géorgie apparaît comme un acteur nouveau, résolu et lucide, bien décidé à affirmer ses intérêts et à équilibrer les influences qu'il reçoit de ses différents partenaires politiques et économiques. C'est ce que révèle cette courte étude qui montre à quel point la stabilisation des dissidences internes d'une part, la bonne intelligence des acteurs régionaux d'autre part, sont des préalables essentiels à toute évolution vers plus de prospérité dans cette région qui dispose de tant d'atouts pour l'avenir.

Les conditions de cette transition sont suivies avec attention par les partenaires stratégiques majeurs du Sud-Caucase que sont la Russie et les Etats-Unis, également actifs dans le "grand jeu régional" qui revêt pour eux, et pour des raisons bien distinctes que révèle Lionel Ponsard, une importance cruciale. Pour autant, comme aurait dit Thomas Schelling, la "recherche d'un canal d'intérêts communs" russo-américain reste d'actualité, car lutte contre le terrorisme et partenariat stratégique restent des objectifs communs affichés.

On ne peut pourtant s'empêcher de rêver d'une stabilité régionale qui aurait comme principaux acteurs une communauté d'Etats, de la mer Noire à la Caspienne, associés par des intérêts stratégiques et économiques communs, rapprochés par une culture turcophone prédominante et polarisés par un pivot politique régional. Le "veilleur asiatique de l'Alliance" n'a-t-il pas vocation à exporter de la stabilité à l'Est? Non pas en proposant l'exact modèle d'intégration occidentale qui règne dans le monde euroatlantique, mais en témoignant d'une expérience réussie de communauté de valeurs, d'intérêts et de responsabilités. Sur cette base ne peut-on fonder à terme une communauté économique turcocaucasienne stable et prospère? Plus qu'à un repli stratégique du Sud-Caucase dans l'Alliance atlantique et l'Union européenne par étirements successifs, c'est à un véritable clonage de la communauté euroatlantique, dans un nouvel espace turcocaucasien qui ne manque pas d'atouts, qu'il aurait sans doute fallu peut-être songer. Est-il trop tard?

Jean DUFOURCQ, chef de la branche Recherche

Research Paper

NATO Defense College
Collège de Défense de l'OTAN
Academic Research Branch
Via Giorgio Pelosi, 1
00143 Rome – Italie

Directeur de publication:

Jean Dufourcq

Assistante de publication:

Laurence Ammour

web site: www.ndc.nato.int

e-mail: research@ndc.nato.int

Imprimerie CSC Grafica

Via Arrivabene, 40

00159 Rome – Italie

© NDC 2004 all right reserved



La Géorgie à la croisée des intérêts russes et américains

Lionel PONSARD¹

Depuis dix ans, la république de Géorgie subit en raison de sa position géostratégique les ondes de choc d'un grand jeu entre la Russie et les Etats-Unis. On ne peut nier les intérêts légitimes de Moscou qui depuis toujours joue un rôle essentiel dans la région. Pourtant, malgré l'ingérence intempestive du Kremlin dans les affaires géorgiennes, le dialogue entre les deux pays se poursuit. Les deux pays sont des voisins proches qui se doivent par la force des choses de coopérer dans bon nombre de domaines fondamentaux. Les Etats-Unis quant à eux accordent également une attention particulière à la Géorgie. Cette attitude est bien sûr liée aux ressources énergétiques de la région Caspienne mais est aussi conditionnée par la politique globale des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international. L'objectif de cette courte étude est d'identifier les intérêts respectifs de la Russie et des Etats-Unis et d'entrevoir la possibilité d'une certaine harmonisation entre les deux parties.

La Géorgie a connu une transition de pouvoir sans heurts grâce à la révolution des roses et à la victoire sans précédent de Mikhaïl Saakachvili élu avec plus de 96% des voix aux élections présidentielles anticipées. Pourtant, l'ancien dirigeant Edouard Chevardnadze laisse un pays exsangue, miné autant par les conséquences des conflits régionaux que par une corruption endémique. Les nouveaux responsables politiques devront démontrer leur capacité à gouverner et leur volonté de changer les règles du jeu. Conscient de la gravité et de l'importance de la situation, le président russe Vladimir Poutine avait dépêché son ministre des affaires étrangères Igor Ivanov dès le début de la

crise pour finalement faciliter la démission d'Edouard Chevardnadze, mais surtout pour se ménager un peu d'influence auprès des nouveaux dirigeants. Les futurs maîtres de Tbilissi firent bon accueil au ministre russe, mais personne n'a oublié le rôle de la Russie dans l'histoire récente du pays.

La Russie entretient depuis bien longtemps des liens historiques, culturels et économiques avec la Géorgie.² Moscou continue de penser que seul le maintien d'une certaine forme d'influence sur la Géorgie peut assurer la protection et la préservation des intérêts russes dans la région. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Poutine en mars 2000, la Russie se fait encore plus pressante. Le président russe s'est en effet rapidement lancé à la reconquête de cet "étranger proche transcaucasien". Cette politique est en outre plébiscitée au sein de l'opposition par des représentants du parti communiste et du parti ultra nationaliste (LDPR) qui considèrent encore la Géorgie comme un lointain vassal de l'ancien empire soviétique dont l'héritier légitime n'est autre que la Fédération de Russie.

D'un point de vue militaire et conformément aux accords signés par le président Eltsine au sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) tenu à Istanbul en 1999, Moscou a démantelé deux de ses quatre bases en Géorgie. Ce démantèlement s'est effectué en dépit des protestations abkhazes et des réticences de l'état-major russe. Quant aux deux bases restantes de Batumi en Adjarie et d'Akhalkalaki en Samtskhe-Javakheti, la Russie, sans doute poussée par des relents d'impérialisme, insiste sur la nécessité de les

¹ Chercheur, branche Recherche du Collège de Défense de l'OTAN, Rome.

² Pour un aperçu général du passé commun de ces deux pays, voir Dennis Sammut, "Love and Hate in Russian-Georgian Relations", *Helsinki Monitor*, vol. 14, no. 1, 2003, pp. 28-37. On lira également avec intérêt Robert D. Kaplan, "Where Europe Vanishes", *Atlantic Monthly*, vol. 286, no. 5, novembre 2000.N, Rome.



maintenir pour une période d'au moins dix ans. La volonté de Moscou est également dictée par son souci de protéger les anciennes frontières du Sud avec la Turquie et l'Iran. La Géorgie estime quant à elle que la fermeture des dernières bases russes sur son territoire ne devrait pas prendre plus de trois ans. Les responsables géorgiens ont également soulevé la question des compensations financières que la Russie devrait verser pour l'utilisation de ces bases ainsi que pour les dommages écologiques occasionnés.

L'absence de contrôle du gouvernement géorgien sur certaines zones de non-droit comme la vallée du Pankissi permet également à Moscou de justifier sa présence militaire en Géorgie. Cette région est en effet connue pour servir de refuge à des indépendantistes liés à Al Qaida fuyant le conflit tchéchène. Il est indéniable que la campagne tchéchène lancée aux portes de la Géorgie a renforcé les pressions du Kremlin.³ Malgré l'insistance de Moscou, Tbilissi avait refusé que les bases militaires russes ne servent de bases arrière pour les opérations militaires russes. Pour tenter de faire plier les autorités géorgiennes, la Russie n'avait pas hésité à multiplier les incursions aériennes sur le territoire géorgien suivies de bombardements « involontaires » sur des villages géorgiens proches de la frontière tchéchène et d'interruptions de livraisons de gaz.

Dans le cadre de cette même politique d'ingérence, la Russie continue d'entretenir les braises du conflit abkhaze dont elle soutient les séparatistes locaux.

Moscou a en effet souvent utilisé son appui aux régions sécessionnistes comme moyen de pression. Après avoir déclaré son indépendance en 1992, l'Abkhazie,⁴ ancienne république autonome du Nord-Ouest de la Géorgie, a bénéficié d'une aide explicite du Kremlin. L'Ossétie du Sud,⁵ une province du Nord du pays, a fait sécession avec le soutien russe. Ce genre de scénario pourrait d'ailleurs se renouveler au Sud-Ouest dans la province d'Adjarie, dirigée par le chef de clan Aslan Abachidze qui contrôle Batoumi, principal port du pays, où stationnent des troupes russes. Moscou a en outre offert la citoyenneté russe aux populations d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et le régime des visas pour traverser la frontière en direction de la Russie est plus souple pour ces régions séparatistes que pour Tbilissi. Etant donné que la Géorgie n'est pas en mesure d'assurer le contrôle des frontières entre la Russie et l'Abkhazie et entre la Russie et l'Ossétie du Sud, on peut aisément interpréter ce régime de visa comme une forme d'annexion virtuelle de ces deux régions par la Russie. Quant aux forces de maintien de la paix déployées le long du fleuve Ingouri, ligne de démarcation entre la Géorgie et l'Abkhazie, elles sont exclusivement composées de troupes russes.⁶

Tout ceci est bien entendu perçu de façon très négative par Tbilissi qui voit dans l'attitude russe une volonté évidente de préserver son influence mais également de faire obstacle à la coopération militaire entre la Géorgie et les Etats-Unis. D'un point de vue sécuritaire, la Géorgie a dénoncé le Traité de défense collective des frontières de la Communauté des Etats indépendants (CEI)⁷ et le Traité de

³ Alexandre Chigorin, "Russian-Georgian Relations", *International Affairs* (Minneapolis), vol. 49, no. 4, 2003, p. 125.

⁴ En 1992, le conflit éclate entre les troupes géorgiennes qui ont envahi le territoire et les troupes abkhazes soutenues par des éléments de l'armée russe. Les troupes géorgiennes sont finalement chassées et un cessez-le-feu intervient en 1994. La population géorgienne fuit l'Abkhazie, la Russie met en place des troupes de maintien de la paix et l'Onu envoie des observateurs. Depuis lors, c'est le statu quo émaillé d'attaques armées, de conflits ethniques et de luttes de clan. Voir Michel Guenec, "L'Abkhazie, république autonome de Géorgie: entre dérives mafieuses et conflit ethnique", *Courrier des Pays de l'Est*, no. 1018, septembre 2001, pp. 36-47.

⁵ Cette province fait partie officiellement de la République de Géorgie, mais elle s'est proclamée république souveraine et indépendante à la suite de la montée des nationalismes qui ont suivi la dissolution de l'Union soviétique. Une très grande partie de la population a fui les combats pour s'établir en Ossétie du Nord et dans d'autres régions de la Fédération de Russie, mais la tendance actuelle est au retour. Voir Swante E. Cornell, "Autonomy as a Source of Conflict", *World Politics*, vol. 54, janvier 2002, pp. 266-269.

⁶ Dov Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS: The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan* (London: Macmillan, 2000), p. 77.

⁷ Créée en décembre 1991 suite au démantèlement de l'URSS, la CEI regroupait onze des quinze ex-républiques soviétiques, puis douze, la Géorgie l'ayant rejoint en décembre 1993, à l'exception des trois Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Le rôle dominant de la Russie dans l'organisation est contesté par la plupart des membres.



sécurité collective de Tachkent, préférant s'en remettre au parapluie, même distant, de l'Otan.⁸ Sa participation au GUUAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan et Moldavie)⁹ lui permet de se distancer encore davantage de son voisin russe. Dans un tel contexte, on peut se demander si la Russie souhaite réellement voir se résoudre les conflits qui opposent la Géorgie à l'Abkhazie mais également à l'Ossétie, étant donné qu'un retour à la normale priverait Moscou d'un moyen de pression important sur Tbilissi.

Au niveau économique, la mise en activité du nouvel oléoduc transcaucasien Bakou-Tbilissi-Ceyhan prévue pour 2005 devrait mettre un terme au quasi-monopole de la Russie sur le transport du brut de la Caspienne.¹⁰ La Géorgie est située à l'épicentre du trajet alternatif de cet oléoduc qui contourne la Russie, jusqu'alors seigneur et maître des routes d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne, les deux principaux oléoducs existants passant par son territoire. Ce nouvel oléoduc permettra de diversifier les sources d'approvisionnement et de diminuer la dépendance occidentale vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient. Pour Tbilissi, cette position clé pour les intérêts vitaux de l'Occident dans la région caspienne devrait permettre de desserrer la dépendance politique et énergétique vis-à-vis de Moscou. L'accueil d'un oléoduc transportant un million de baril par jour, soit cinquante millions de tonnes de pétrole par an, lui fait aussi espérer un soutien diplomatique des Occidentaux dans son conflit avec l'Abkhazie et l'Ossétie. Les *royalties* du pétrole constitueront également un apport financier non négligeable pour le gouvernement géorgien. Néanmoins, la Russie continuera d'approvisionner la Géorgie en électricité et en gaz naturel¹¹ et les relations économiques entre les deux voisins se poursuivront par la force des choses.

Ce projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan n'aurait jamais vu le jour sans l'insistance des Etats-Unis. Il contourne la Russie, mais il évite également l'Iran que Washington tient à maintenir dans son isolement. Pourtant, selon les spécialistes, la République islamique constituait l'itinéraire le moins onéreux et le plus performant. La décision américaine était aussi motivée par les avantages économiques que l'on prévoyait pour Ankara ainsi que par le souhait de lier la Turquie aux Etats du Caucase. Washington s'est en effet efforcé d'accroître le rôle économique, politique et sécuritaire de la Turquie dans la région. Enfin, outre l'importance stratégique de la Géorgie sur la mer Noire, la politique américaine était sans doute conditionnée par le fait que les relations avec ce pays sont moins controversées qu'avec Erevan et Bakou.

La décision américaine d'éviter à tout prix la Russie et l'Iran prive ces deux pays du contrôle de l'approvisionnement énergétique de l'Occident et permet l'émergence d'un bloc pro-occidental (ou plus précisément turco-américain) au cœur de l'Eurasie en renforçant le rôle stratégique régional de la Turquie. Outre la Russie et l'Iran, la Chine sera, elle aussi, affectée par l'aboutissement prochain de cet oléoduc. La coopération étroite et déjà bien avancée entre l'Iran, la Russie et la Chine devrait s'en trouver encore renforcée. Il ne faut pas oublier que la Chine est devenue importatrice d'énergie depuis quelques années, qu'elle investit énormément en Asie centrale et rêve aussi de construire un oléoduc de plus de 3000 km reliant la Caspienne à l'Ouest de la Chine. Si de manière générale les experts chinois considèrent que la stratégie américaine vise en priorité la Russie, ils redoutent néanmoins de voir les Etats-Unis s'implanter dans une région d'où ils seraient susceptibles de menacer Pékin.¹² De son côté, l'Iran a également condamné l'Accord sur le

⁸ David Gudiasvili, "NATO Membership as Georgia's Foreign Policy Priority", *Central Asia and the Caucasus*, no. 4, 2003, p. 26.

⁹ Lancé en octobre 1997 par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, le GUUAM a pour objectif de renforcer la coopération politique, économique et stratégique entre ces anciennes républiques soviétiques. Il s'est transformé en GUUAM avec l'adhésion de l'Ouzbékistan. Celle-ci avait toutefois annoncé en juin 2002 son intention de s'en retirer.

¹⁰ Pavel Baev, "La politique russe dans le Nord et le Sud Caucase", *Cahiers de Chaillot*, no. 65, décembre 2003, pp. 44-47.

¹¹ A l'heure actuelle, la société 'EES ROSSII' continue de fournir de l'énergie électrique aux consommateurs géorgiens. Afin de dynamiser la coopération dans le secteur gazier, un accord a été conclu en juillet 2003 entre le holding russe 'Gazprom' et le gouvernement géorgien.

¹² Youkang Du, "Internationalization of Afghanistan's Civil War and Its Impacts", Shanghai Institute for International Studies, *The Post Cold War World*, SIIS Publication, Shanghai, 2000, pp. 308-309.



projet Bakou-Tbilissi-Ceyhan, perçu comme une attaque américaine mettant en péril les intérêts nationaux iraniens.

Force est de constater que la politique américaine à l'égard de la région caspienne a changé de façon radicale depuis les événements du 11 septembre. Washington considère désormais sa présence dans cette région comme un élément essentiel de sa lutte globale contre le terrorisme.¹³ Les Etats-Unis ont donc réorienté nombre de leurs priorités et adopté une attitude dynamique et proactive dans le Sud Caucase. Inutile de dire que la Géorgie affaiblie et humiliée, mais attachée à son indépendance, a accueilli plutôt aisément un protecteur américain jugé moins menaçant que le grand-frère russe.

Dans le contexte de la lutte antiterroriste, les Etats-Unis attachent une attention particulière à la formation et à l'entraînement des forces armées géorgiennes. Pour ce faire, le Pentagone a décidé au début de l'année 2002 d'envoyer un contingent de deux cents instructeurs militaires chargés de former des unités de l'armée géorgienne à la lutte antiterroriste. Les responsables américains déclarèrent que ces mesures répondaient avant tout à la requête du président Chevardnadze, soucieux d'éradiquer les groupuscules terroristes en Géorgie. La décision américaine se justifiait amplement compte tenu du manque d'entraînement évident et de l'absence de ressources suffisantes de l'armée géorgienne pour faire face aux conflits de basse intensité et plus particulièrement la lutte contre le terrorisme. Malgré une présence limitée, l'objectif américain était de générer des améliorations notoires dans la capacité opérationnelle des forces armées géorgiennes.

Du côté russe, les nationalistes de la Douma, peu sensibles à l'argument de la lutte antiterroriste, crièrent à l'encerclement tandis que les médias locaux ravivaient une fois encore le souvenir de l'empire perdu. Pourtant, le président Poutine, fidèle à son souci de préserver un partenariat stratégique avec Washington, ne s'opposa pas à l'initiative américaine. Il est vrai que Moscou espérait encore

tirer bénéfice de sa position conciliante de l'après 11 septembre et avait d'ailleurs déjà soutenu dans les faits la coalition antiterroriste occidentale à l'œuvre en Afghanistan. Le Kremlin avait espéré obtenir en retour un blanc-seing pour la politique russe en Tchétchénie. Le renforcement du partenariat américano-géorgien ne s'inscrivait pas réellement dans l'agenda russe et semblait plutôt mettre à mal les velléités eurasiennes de Moscou.

Du côté américain, la décision d'envoyer un contingent militaire en Géorgie était également dictée par une autre préoccupation majeure: la menace d'une intervention russe au Nord de la Géorgie, à la frontière avec la Tchétchénie. Présentée par le Kremlin comme imminente à la fin du mois de janvier 2002, cette opération avait sans nul doute été planifiée par l'état-major russe.¹⁴ La présence militaire américaine complétait en outre le dispositif militaire déployé par les Etats-Unis dans presque tous les pays de l'Asie centrale, mettant ainsi fin à la notion d'espace post-soviétique.¹⁵ La Russie qui continue de perdre ses positions dans les pays de l'ex-URSS veut croire que la présence américaine n'est que provisoire, mais rien n'est moins sûr. Washington continue d'étendre son influence politique et économique dans le Sud Caucase et n'hésite pas à soutenir quelque fois l'attitude provocatrice de la Géorgie à l'égard de Moscou.¹⁶

Conclusions et remarques

- Une rivalité conflictuelle entre la Russie et les Etats-Unis doit être évitée à tout prix en Géorgie. Une coordination rapprochée entre les efforts russes et américains ainsi qu'une plus grande transparence de la part du gouvernement géorgien sont essentiels. Toute initiative unilatérale est susceptible de mettre à mal les progrès accomplis dans la région. Dans cette optique, les Etats-Unis devront bien sûr prendre en compte les intérêts légitimes de la Russie ainsi que son rôle clé dans la région. Seule une politique basée sur un respect réciproque est susceptible d'encourager une

¹³ Brenda Shaffer, "La politique américaine", *Cahiers de Chaillot*, no. 65, décembre 2003, pp. 57-60.

¹⁴ Marie Jégo, "La Géorgie entre Washington et le chaos", *Politique internationale*, no. 95, 2002, p. 345.

¹⁵ Rick Fawn, "Russia's Reluctant Retreat from the Caucasus: Abkhazia, Georgia and the US after 11 September 2001", *European Security*, vol. 11, no. 4, Hiver 2002, p. 147.

¹⁶ Sergo A. Mikoyan, "Russia, the US and Regional Conflict in Eurasia", *Survival*, vol. 40, no. 3, Automne 1998, p. 119.



attitude positive de la part de Moscou. De manière concrète, Washington aurait tout à gagner d'une coopération renforcée avec la Russie dans le domaine de la lutte antiterroriste dans le Nord Caucase. Il serait également judicieux d'inciter la Russie et la Géorgie à collaborer de manière plus effective dans la vallée du Pankissi afin de débarrasser cette région des indépendantistes tchéchènes.

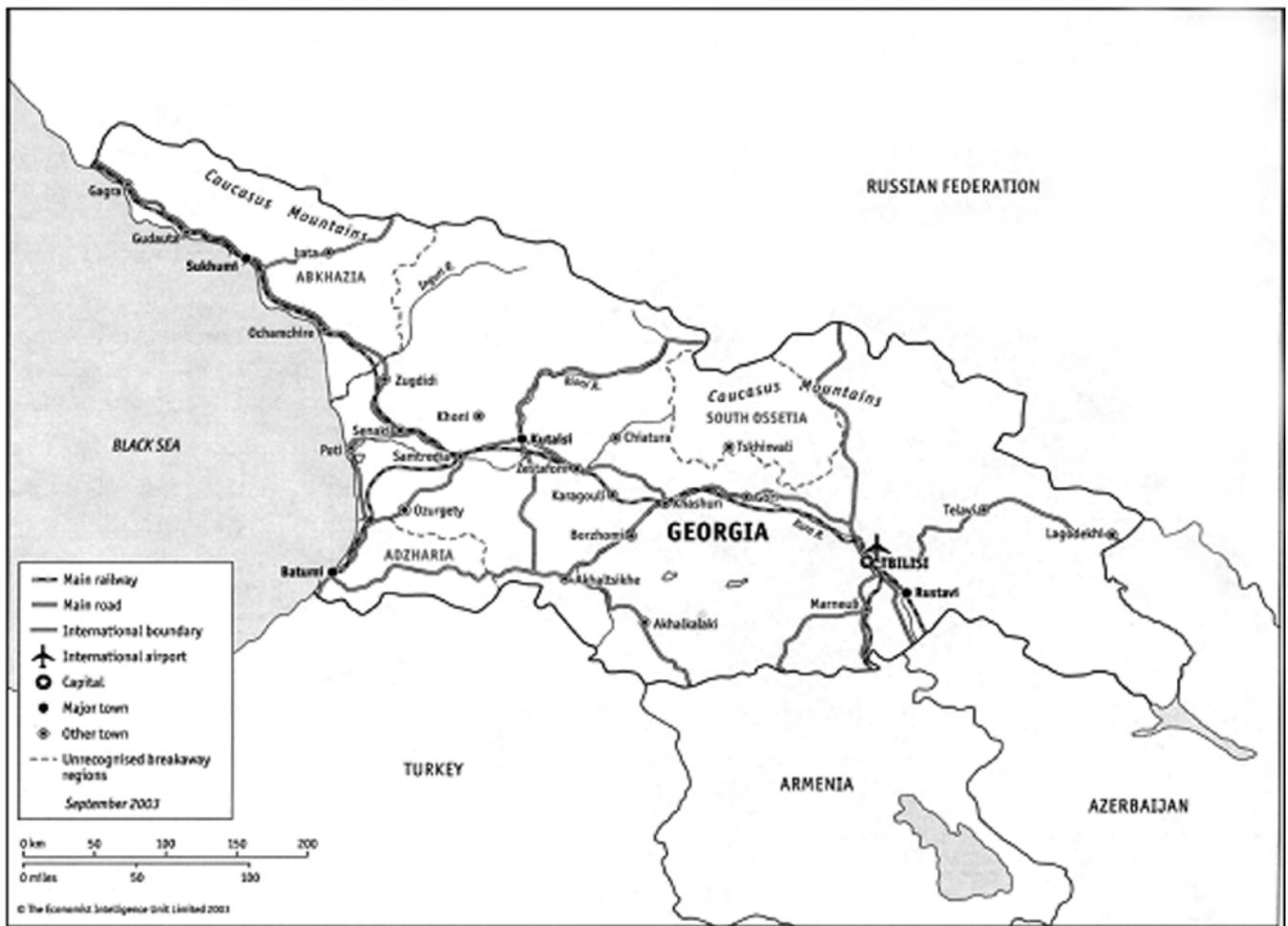
- Depuis le début de la présidence de Vladimir Poutine, une nouvelle forme de coopération plus dynamique et plus performante entre la Russie et les Etats-Unis a vu le jour. Cette évolution des relations entre les deux pays pourrait largement contribuer à promouvoir la paix dans la région. En effet, malgré des dissonances évidentes, le président russe est peu enclin à sacrifier le partenariat stratégique russo-américain pour assujettir la Géorgie.
- Dans le contexte d'une collaboration accrue avec Moscou, les Etats-Unis ne doivent cependant pas perdre de vue le caractère potentiellement déstabilisateur des activités russes dans la région. Les problèmes de la Géorgie ont en effet bien souvent été aggravés par un souci d'ingérence russe omniprésent. Les décisions du Kremlin ont de ce fait contribué à affaiblir et à déstabiliser le pays. Le maintien des bases russes à Batumi et à Akhalkalaki, le refus d'internationaliser les forces de maintien de la paix présentes en Géorgie ainsi que le soutien au séparatisme en Abkhazie, Ossétie du Sud et Adjarie sont autant de décisions prises par Moscou et dont l'impact négatif est manifeste.
- Les intérêts de la Russie et de la Géorgie sont également potentiellement conciliables. Une stabilité accrue dans le Sud Caucase permettrait pour le moins de rendre les frontières plus sûres. Au-delà des vieux réflexes, la Russie et son ancienne vassale pourraient néanmoins nouer de nouvelles relations axées sur le développement économique. La Russie considère d'ailleurs la coopération avec la Géorgie dans les secteurs électrique et gazier comme un facteur important de renforcement des relations bilatérales. Les interventions économiques russes pourraient d'ailleurs être acceptables si elles étaient soumises aux règles de la libre concurrence, répondant ainsi à une logique avant tout économique et non politique.
- De manière générale, il importe que Moscou adopte envers ses anciennes possessions une stratégie moins agressive que par le passé, fondée sur l'existence d'intérêts mutuels. D'un point de vue sécuritaire, la Russie et la Géorgie devraient en outre renforcer leurs patrouilles communes aux frontières avec la Tchétchénie et l'Ingouchie. Il est essentiel pour les deux voisins de rétablir des relations normales et de faire face côte à côte aux problèmes urgents de la région.
- La Russie quant à elle devrait négocier avec la Géorgie son retrait des bases de Batumi et Akhalkalaki de préférence dans les trois années à venir afin d'éviter tout quiproquo. En ce qui concerne les conflits régionaux, il semble impératif que la Russie suspende les arrangements spéciaux liés à la délivrance de visa pour les ressortissants d'Abkhazie, Ossétie et Adjarie. Il faudrait que Moscou accepte enfin d'internationaliser l'opération de maintien de la paix en Abkhazie afin d'y établir progressivement une force régionale. Si la Russie s'obstine néanmoins dans cette attitude intransigeante d'empire déchu, la communauté internationale devra probablement s'exprimer sans détour sur le sujet afin d'obtenir une attitude plus constructive de la part de la Russie.
- Les Etats-Unis quant à eux avaient proposé de financer les coûts liés au retrait russe de la région à condition toutefois que Moscou accepte de se plier à un agenda précis. Le renouvellement de cette proposition permettrait sans doute d'accélérer le processus. En outre, l'intervention de Washington auprès des organisations financières internationales permettrait de garantir un soutien suffisant à la privatisation et aux réformes politiques dans la région. Dans le domaine militaire, on ne peut que souhaiter la poursuite du programme américain "Equip and Train" jusqu'à ce que la Géorgie soit en mesure d'assurer le contrôle de ses frontières. Dans le même esprit, les autorités locales du Pankissi pourraient bénéficier d'une assistance supplémentaire afin de renforcer le contrôle global de cette zone de chaos.



– Quant au gouvernement géorgien, il a souvent tendance à idéaliser l'Occident et plus particulièrement les Etats-Unis. L'Occident est en effet souvent considéré comme l'allié majeur de cette société civile en construction. Si l'on en juge les déclarations officielles, l'économie géorgienne sera bientôt assainie grâce à l'aide de Washington, les forces armées reconstituées grâce à l'appui de Washington, etc. Bien que le soutien américain revête une importance capitale, Washington poursuit avant tout, à l'instar de la Russie, ses intérêts nationaux, une pratique somme toute bien courante et fort prévisible dans les rapports entre Etats. Pourtant, pour Tbilissi, peu importe les raisons qui ont poussé les Etats-Unis à s'investir davantage dans la région. La Géorgie est pleinement consciente que la main tendue par les Américains constitue une chance inespérée de sortir enfin du marasme post-

soviétique. Le futur transit de l'or noir par son sol en est sans doute la preuve la plus tangible.

– Avec 96% des suffrages, les Géorgiens ont confié un mandat solide à leur nouveau président Mikhaïl Saakachvili. La victoire de sa coalition politique "Mouvement National Uni" aux élections législatives de mars 2004 a encore renforcé sa position. Ses premières priorités consisteront tout naturellement à poursuivre le rapprochement avec les Etats-Unis, mais aussi avec l'Europe. Outre une relation plus étroite avec l'OTAN, il envisage en effet un statut de membre associé de l'Union européenne. Le leader géorgien a promis de résoudre les différends avec la Russie en veillant à la protection de l'intégrité et des intérêts nationaux de son pays. Dans cette perspective, il a bien sûr tout intérêt à éviter que la Géorgie ne devienne un champ de bataille entre les Etats-Unis et la Russie.



Source: The economist Intelligence Unit Limited 2003.



NATO DEFENSE COLLEGE PUBLICATIONS 2002-2004

Research Papers

No. 1, March 2004:

- Lionel PONSARD, *Editorial*
- Igor SHARAVOV, *Influencing Russian Public Opinion in order to improve Russian Military Reform.*
- Vladimir LEVANOVA, *La Réglementation juridique de la solde du personnel militaire sous contrat en Russie: particularités, problèmes et perspectives.*
- Leonid Y. KOSALS, *Criminal Influence/Control over the Russian Military-Industrial Complex in the Context of Global Security.*

No. 2, April 2004:

- Cees COOPS, *Editorial*
- Jean DUFOURCQ, *L'intelligence de la Méditerranée*
- Lionel PONSARD, *The Russian Orthodox Church: An Interlocutor in the NATO-Russia Relationship?*

Mediterranean Dialogue International Research Seminars

- “Security and Stability in the Mediterranean Region”, 3rd Med IRS, Rome 2001.
- “Shaping a New Security Agenda for Future Regional Co-Operation in the Mediterranean Region”, 4th Med IRS, Rome 2002.
- “Managing Change: Evolution in the Global Arena and Mediterranean Security”, 5th Med IRS, Rome 2003.
- “Cross-Cultural Perceptions of Security Issues in the Mediterranean Region”, 1st Med Workshop, Rome 2003.
- “Gestion des ressources naturelles et questions de sécurité en Méditerranée”, 6th Med IRS, Rome 2004.

Partnership for Peace International Research Seminars

- “North-Eastern and South-Eastern Dimensions of European Security –Regional Co-Operation – Similarities and Differences”, 10th PfP IRS, Rome 2002.
- “Ukraine and Regional Co-operation in Security: Looking ahead”, 11th PfP IRS, Rome 2003.
- “Security and Defence Reform in Central and Southeast Europe”, 12th PfP IRS, Rome 2003.

Fellows' Research

- MEKHEIMAR, Osama Farouk: “Common Challenges to the Levant – Co-Operative Security in the Middle East after Peace”, Rome 2002.
- ARAD, Noam, “Security Regimes, Causes and Consequences: Conclusions from Peacekeeping Operations and Possibilities of a NATO Peacekeeping Role in the Middle East”, Rome 2002.
- ARENG, Liina “Caucasus and Central Asia, the Needs and Options for Stabilization”, Rome 2002.
- JEBNOUN, Noureddine “L'espace méditerranéen: les enjeux de la coopération et de la sécurité entre les rives nord et sud à l'aube du XXI^{ème} siècle”, Rome 2003.
- OULD HALESS, Mohamed Lemine: “Immigration: Stability and Security in the Mediterranean”, Rome 2003 (2nd revised edition).
- BAKKEN, Bent Erik, “NATO's Mediterranean Dialogue. Learning from Others”, Rome 2003.

**Abstracts on line - Full electronic version of the research is available on request at the following address:
research@ndc.nato.int**

- POPA, Oana-Cristina, “Conflict and Co-operation in Southeast Europe: from Historical Biases to Geostrategic Moves”, Rome 2003.
- AMARA, Mohamed Nadjib, “Les options stratégiques de l'Algérie à travers la perception de sa sécurité en Méditerranée”, Rome 2003.
- ALSLOUD, Hussein, “Security and Stability in the Middle East: the Crucial Challenge posed by the Arab-Israeli Conflict”, Rome 2003.
- MARRAKCHI, Taoufik, “Le Maroc et le Dialogue méditerranéen: une contribution au service de la sécurité régionale”, Rome 2004.
- RAKIPI, Albert, “The Weak States and the Role of International Institutions”, Rome 2004.

Essays and Best Research by Senior Course Members

- “Essays by Senior Courses 100 & 101”, Rome 2003.
- “Best Research from Senior Course 102”, Rome 2003.